



Bonjour,

En février, l'économie canadienne a continué de surchauffer, et cela pourrait entraîner des conséquences durables sur le pouvoir d'achat des consommateurs. Chez nos voisins du Sud, la pénurie de main-d'œuvre se fait fortement sentir si bien que les analystes croient de plus en plus à une prochaine récession. De nouvelles menaces planent sur l'Europe, à l'image de l'absence de croissance en Allemagne depuis maintenant une année. En Grande-Bretagne, la crise immobilière se traduit par une hausse des loyers vertigineuse. La seule bonne nouvelle du mois vient de Chine, où la reprise économique reprend de bon augure.

Bonne lecture!



CAD

La paire USDCAD est passée de 1.3287 à 1.3646 en février. Selon un sondage de Reuters mené auprès d'analystes, la valeur du huard devrait se maintenir aux alentours de 1.30 par rapport au dollar américain durant 2023. C'est qu'il devrait bénéficier de la reprise économique amorcée par la Chine à la fin de 2022, le premier atelier du monde ayant besoin des matières premières dont est riche le Canada.

Depuis son sommet de cet été à 8.1%, le taux d'inflation est redescendu en janvier à 5.9%. Cette baisse s'explique en grande partie par l'atténuation des pressions sur les prix qui étaient brusquement apparues en 2022, à savoir la réouverture des économies après les restrictions liées à la COVID-19, l'invasion russe de l'Ukraine et les multiples perturbations des chaînes d'approvisionnement.

La Banque du Canada (BdC) s'attend à présent à ce que l'inflation tombe à 3% d'ici le milieu de l'année et atteigne sa cible de 2% en 2024. Cela étant, le gouverneur Tiff Macklem a récemment indiqué que l'économie canadienne était « toujours en surchauffe », si bien qu'une hausse du taux directeur de la BdC « dans les prochains mois » n'est pas à écarter (celui-ci étant actuellement de 4.5%).

Une potentielle hausse n'est pas une bonne nouvelle pour les Canadiens aux prises avec le coût de la vie. En effet, une croissance plus lente des prix ne signifie pas un soulagement des prix élevés : « Une bonne partie de l'érosion du pouvoir d'achat survenue en 2022 risque fort d'être durable, malheureusement », dit Jimmy Jean, l'économiste en chef de Desjardins, en précisant que cela pourrait ne pas se vérifier si jamais on assistait à « une hausse conséquente des revenus ».

Mais voilà, tout au long de la flambée des prix, la croissance des salaires a été nettement inférieure à l'inflation. En janvier, le salaire horaire moyen a augmenté de 4.5% par rapport à il y a un an. De leur côté, les prix moyens à l'épicerie ont crû de 11.4% sur une base annuelle, ne montrant aucun signe de ralentissement.



USD

L'indice DXY est passé d'une valeur de 101.22 à 104.76 au cours du mois de février. En tutoyant la barre des 105 points, « le dollar est redevenu le roi sur le marché des changes », dit Edward Moya, analyste sénior d'OANDA, en indiquant que celui-ci a été « propulsé par l'inflation ».

De fait, le département du Commerce a revu à la hausse sa mesure de l'inflation pour le quatrième trimestre de 2022 : elle était alors de 3.6%, soit 0.4 point de pourcentage de plus que la première mesure. Hors alimentation et énergie, elle a même atteint 4.3%. « Ces nouvelles données indiquent que les risques d'un prochain regain de l'inflation sont plus élevés qu'on ne le pensait il y a un mois », dit Veronica Clark, économiste de Citigroup à New York. En effet, les tensions sur le marché du travail génèrent une croissance des salaires, laquelle contribue à maintenir l'inflation à un niveau élevé. L'une de ces tensions est le taux de chômage, à 3.4% en janvier, son niveau le plus bas des 53 dernières années. Goldman Sachs s'attend à ce que celui-ci atteigne 3.6% d'ici la fin de l'année et s'y maintienne en 2024. En raison de ce faible taux de chômage, les entreprises américaines sont confrontées à une grave pénurie de main-d'œuvre. Un chiffre est révélateur à ce sujet : en décembre, il y avait un peu moins de 2 offres d'emploi pour chaque chômeur.

Que va donc faire la Réserve fédérale (Fed) en mars et en mai concernant ses taux directeurs, sachant que toute hausse de ceux-ci se traduit par un coup de frein pour l'inflation et par une atténuation des tensions sur le marché du travail? Sans surprise, nombre d'analystes anticipent deux hausses, en l'occurrence de 25 points de base à chaque fois. La banque centrale américaine a relevé ses taux directeurs de 450 points de base depuis mars dernier, les faisant passer de près de zéro à une fourchette de 4.50% à 4.75%.

De son côté, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 2.7% en rythme annuel lors du quatrième trimestre de 2022. C'est 0.2 point de pourcentage de moins qu'annoncé précédemment. « Cela nous conforte dans l'idée que nous connaissons une récession, plus tard en 2023 ou au début de 2024 », dit Oren Klachkin, économiste en chef d'Oxford Economics à New York.



EUR

En février, la paire EURUSD a reculé de 1.0989 à 1.0577. Nombre d'analystes estiment que l'actuelle faiblesse de l'euro par rapport au dollar américain résulte avant tout d'une « correction technique ». Ils estiment que la valeur de la paire pourrait finir l'année aux alentours de 1.15.

C'est que les nuages noirs qui planaient sur l'Europe en 2022 semblent se dissiper depuis peu. Un exemple frappant est celui de l'inflation. La Commission européenne prévoit qu'elle sera de 6.4% en 2023 et de 2.8% en 2024, alors qu'elle a été de 9.2% l'an dernier, avec un sommet à 10.6% en octobre.

La menace d'une prochaine récession s'estompe également. La Commission européenne voit en effet le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro croître de 0.9% en 2023, sans connaître de recul durant deux trimestres consécutifs. « Certes, les tensions géopolitiques perdurent, mais les risques afférents vont en s'atténuant », dit Paolo Gentiloni, le commissaire européen à l'Économie, en faisant référence notamment à l'évitement par l'Europe de potentielles pénuries de gaz russe, qui auraient pu survenir en raison du soutien européen à l'Ukraine.

Cela étant, tous les indicateurs ne sont pas au beau fixe. Par exemple, l'Allemagne, la plus grande économie de la zone euro, a vu son PIB croître d'un maigre 0.3% en 2022. Et la situation ne va pas en s'améliorant puisque le quatrième trimestre a connu une hausse de seulement 0.4%.

Joachim Nagel, le président de la Bundesbank, en est convaincu : la Banque centrale européenne (BCE) pourrait « devoir encore augmenter ses taux directeurs de manière significative » dans les prochains mois, car l'inflation est toujours « trop élevée ». Pour l'heure, le taux de refinancement est à 3% et celui de prêt marginal, à 3.25%.

La BCE a d'ores et déjà laissé entendre qu'elle pourrait relever ses taux de 50 points de base en mars. Quant aux investisseurs, la plupart d'entre eux anticipent une hausse totale de 75 points de base d'ici la fin de l'été 2023.



GBP

La paire GBPUSD a fluctué entre 1.1914 et 1.2401 en février. Le taux directeur de la Banque d'Angleterre est actuellement à 4%, au plus haut depuis début 2008. Ses dirigeants ne cachent pas leur intention de l'augmenter bientôt pour une 11e fois consécutive, les pressions inflationnistes se faisant « toujours persistantes ».

Le Fonds monétaire international (FMI) est d'ailleurs inquiet pour l'avenir : il voit l'économie britannique reculer de 0.6% en 2023, ce qui ferait de la Grande-Bretagne « la seule économie développée à se contracter » cette année. Signe que la situation se détériore, la précédente prévision du FMI correspondait à une croissance de 0.3%. Pierre-Olivier Gourinchas, le chef de la recherche du FMI, avance trois raisons principales expliquant cette détérioration : la « forte dépendance » de la Grande-Bretagne au gaz naturel, dont les prix s'envolent et frappent de plein fouet les consommateurs ; le marché du travail « très tendu », ce qui se traduit par une pénurie de main-d'œuvre et, donc, par une baisse globale de la production ; un resserrement monétaire « brutal », qui pèse de plus en plus lourdement sur le budget des ménages.

À cela s'ajoutent d'autres épines dans le pied de la Grande-Bretagne. L'une d'elles est la chute drastique de ses échanges économiques avec la zone euro, en raison du Brexit. L'autre est liée à un taux anormalement élevé d'absences au travail pour cause de maladie de longue durée. En guise de conséquence, la vie devient horriblement chère pour les Britanniques. Ainsi, les grandes villes connaissent des hausses de loyers jamais vues depuis une décennie. Le loyer moyen y a bondi en moyenne de 11.5% l'an dernier, le centre de Londres culminant en tête avec une progression de 17%. Quant aux produits alimentaires, leurs prix ont connu une hausse record de 16.7% sur un an lors des quatre semaines précédant le 22 janvier, selon le cabinet-conseil Kantar. La hausse se fait surtout sentir sur des produits essentiels, comme le lait et les œufs. Résultat ? Les mouvements de grève se multiplient pour réclamer des hausses de salaire, à tel point que le premier ministre Rishi Sunak a fini par convoquer les syndicats afin de les exhorter à arrêter de toute urgence. En vain.



CNY

La paire USDCNY a vu sa valeur passer de 6.7406 à 6.9334 en février. Selon les économistes de la banque néo-zélandaise Westpac, elle devrait avoisiner les 6.50 à la fin de 2023 et les 6.10 à la fin de 2024.

Depuis la fin de la politique « Zéro COVID » décrétée par le gouvernement chinois, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'économie chinoise en 2023, de 4.4% à 5.2%.

Même chose pour la banque américaine Morgan Stanley, qui a relevé en janvier ses estimations de croissance du produit intérieur brut (PIB) chinois à 5.7%, soit 0.3 point de pourcentage de plus que sa précédente estimation.

Le rebond économique est bel et bien là. Ainsi, l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier chinois s'est établi à 50.1 en janvier, contre 47 en décembre 2022, selon les données du Bureau national des statistiques. Il s'agit d'un premier retour en territoire d'expansion depuis septembre dernier.

La priorité est clairement à la croissance. Un signe ne trompe pas : les autorités régionales donnent actuellement un coup de pouce aux entreprises exportatrices, sous la forme d'une aide financière spéciale en cas de nouvelles commandes en provenance de l'étranger. Selon Paul Robine, le PDG de la firme d'investissement TR Capital, un « optimisme prudent, mais grandissant » est donc de mise quant à l'évolution de l'économie chinoise en 2023.

Deux faits confortent son analyse. D'une part, la consommation et l'emploi devraient connaître un regain « marqué », favorisés par la relance économique. D'autre part, nombre de pays se mettent à investir « massivement » en Chine, à l'image des pays du Golfe et de l'Allemagne.

« En Chine, il n'y a plus qu'une seule vraie incertitude : l'ampleur exacte que connaîtra la croissance économique en 2023 », déclare Zhong Xiaofeng, le président de la société de gestion française Amundi pour la Chine.



URANIUM

Les prix de l'uranium ont connu une hausse foudroyante en l'espace d'un an. Sous la barre des 30 USD pendant des années au CME, ils ont franchi la barre des 50 USD lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, en février 2022. Depuis, ils fluctuent autour de la barre des 50 USD.

C'est que la Russie fournissait alors quelque 30% du combustible nucléaire mondial, et cette production a été soumise à des sanctions de la part des pays occidentaux, en guise de représailles contre l'invasion de l'Ukraine. Cela a créé une brutale pénurie, les producteurs occidentaux ne pouvant pas répondre à la demande instantanément.

Un autre facteur expliquant le soudain engouement pour l'énergie nucléaire est le souci de nombre de pays d'atteindre leurs objectifs climatiques. Par exemple, le premier ministre Justin Trudeau a déclaré l'an dernier que l'énergie nucléaire jouerait un rôle « essentiel » dans la réduction des émissions canadiennes. Le dirigeant canadien a annoncé dans la foulée un engagement de 970 millions de CAD pour la construction du premier réacteur nucléaire à petite échelle du pays à Darlington, en Ontario, lequel devrait voir le jour en 2028.

À la fin de 2022, 59 réacteurs nucléaires étaient en construction sur la planète, et 22 d'entre eux se trouvaient en Chine, selon le World Nuclear Industry Report (WNIR). La Chine est devenue l'an dernier la deuxième puissance nucléaire civile du monde, avec 57 réacteurs. Elle devance la France (56 réacteurs) et se trouve encore loin des États-Unis (92 réacteurs).

Le boom du nucléaire fait les affaires des producteurs, en particulier de Cameco, l'entreprise canadienne qui produit 16% de l'uranium mondial. Celle-ci prévoit produire 20 millions de livres d'uranium en 2023, le double de la quantité produite en 2022. « Nous connaissons aujourd'hui les meilleurs fondamentaux que nous ayons jamais connus », dit sans ambages Tim Gitzel, le DG de Cameco.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

Les ports chinois croulent sous les conteneurs vides

Depuis le quatrième trimestre de 2022, les flux de conteneurs vides qui retournent aux ports chinois sont supérieurs à ceux des conteneurs chargés en partance. Résultat? Les plus grands ports chinois voient leurs quais saturés de conteneurs vides, a confié un opérateur du port de Shanghai à l'hebdomadaire économique chinois Caixin, soulignant que cette situation est de l'ordre du « jamais vu ». À l'heure actuelle, le volume de conteneurs vides représenterait 6% du volume total à l'échelle mondiale. Ce phénomène s'explique surtout par le fait qu'en 2021 s'est produite une « demande frénétique » de conteneurs à l'échelle mondiale, laissant présager une reprise économique foudroyante vu l'atténuation de la pandémie de COVID-19. Il en a été ainsi fabriqué sept millions, le triple d'une année normale. La reprise tant espérée n'ayant pas eu lieu, nous voilà avec un excédent mondial si important que les ports chinois ne savent plus où les stocker.

Source: CaixinGlobal (2023/02/15)

<https://www.caixinglobal.com/2023-02-15/empty-containers-pile-up-at-global-ports-as-trade-slows-101997984.html>

Des hackers nord-coréens qui rapportent gros

Le piratage informatique est devenu une plaie à l'échelle planétaire, en particulier pour les entreprises. Un chiffre permet de saisir l'ampleur du phénomène : 2.3 milliards de CAD, soit le montant de cryptomonnaies dérobées l'an dernier par des pirates informatiques (hackers, en anglais) liés à la Corée du Nord, selon une étude de la firme d'analyse Chainalysis. Cela représente 44% du total des vols cryptoactifs recensés en 2022, un nombre quatre fois plus élevé que l'année précédente. Les exportations de la Corée du Nord ayant atteint 194 millions de CAD en 2020, « il n'est pas exagéré de dire que le piratage informatique représente une part considérable de l'économie du pays », souligne l'étude, en indiquant que l'argent ainsi dérobé servait notamment au « financement de l'arsenal nucléaire de la Corée du Nord ».

Source: BBC (2023/02/02),

<https://www.bbc.com/news/world-asia-64494094>

JOURNÉES DE CONSULTATIONS VIRTUELLES SANS FRAIS

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX